



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles

ARRÊTE n° 22-105 BAG

**portant création d'un périmètre délimité des abords, sur la commune de DIJON (Côte-d'Or)
autour de la Maison Constantin, protégée au titre des monuments historiques**

Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de Côte-d'Or

VU le code du patrimoine, et notamment ses articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-95 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment son article R.132-2 ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.123-1 ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, notamment sa section 4 «Abords» ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, notamment son article 56 ;

VU le décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2019-617 du 21 juin 2019 relatif aux abords de monuments historiques, aux sites patrimoniaux remarquables, notamment son article 1 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY, Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, Préfet de la Côte-d'Or ;

VU l'arrêté du 18 juillet 2018 portant inscription au titre des monuments historiques de la Maison Constantin, en totalité avec son jardin y compris ses éléments de second-œuvre et ses murs et grilles de clôture, à Dijon (Côte-d'Or) ;

SSDS 22-105 BAG
VU la délibération du 30 juin 2021 par laquelle le conseil métropolitain de Dijon Métropole a formulé un avis favorable au projet de périmètre délimité des abords, autour de la Maison Constantin à Dijon ;

VU l'arrêté du président de Dijon Métropole en date du 11 octobre 2021, ordonnant la mise à l'enquête publique du 2 novembre 2021 au 3 décembre 2021 inclus, du projet de révision du plan local d'urbanisme intercommunal et de la création de 16 périmètres délimités des abords dont celui de la Maison Constantin à Dijon ;

VU l'absence d'observation de la commune de Fontaine-lès-Dijon qui, avec la création du périmètre délimité des abords de la Maison Constantin de Dijon, se voit modifier la servitude liée au périmètre de 500 mètres jusque-là généré par le monument historique ;

VU les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du commissaire enquêteur sans réserve ni recommandation sur le périmètre délimité des abords, en date du 7 janvier 2022 ;

VU la délibération du conseil métropolitain de Dijon Métropole en date du 24 mars 2022 donnant son accord sur le projet de périmètre délimité des abords de la Maison Constantin de Dijon, sans modification après enquête publique ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un ou des monuments historiques un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur ;

Sur proposition de la Secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : Le périmètre délimité des abords, autour de la Maison Constantin de Dijon, est créé selon le plan joint en annexe.

Article 2 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Dijon Métropole, en mairie de Dijon et en mairie de Fontaine-lès-Dijon pendant une durée d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la Côte-d'Or. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 3 : Le dossier correspondant pourra être consulté par le public à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Côte-d'Or (Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté) et au siège de Dijon Métropole.

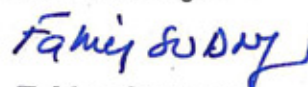
Article 4 : Le périmètre délimité des abords constitue une servitude d'utilité publique et doit être annexé sans délai au plan local d'urbanisme intercommunal, conformément à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de région ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois suivant sa publication ou sa notification.

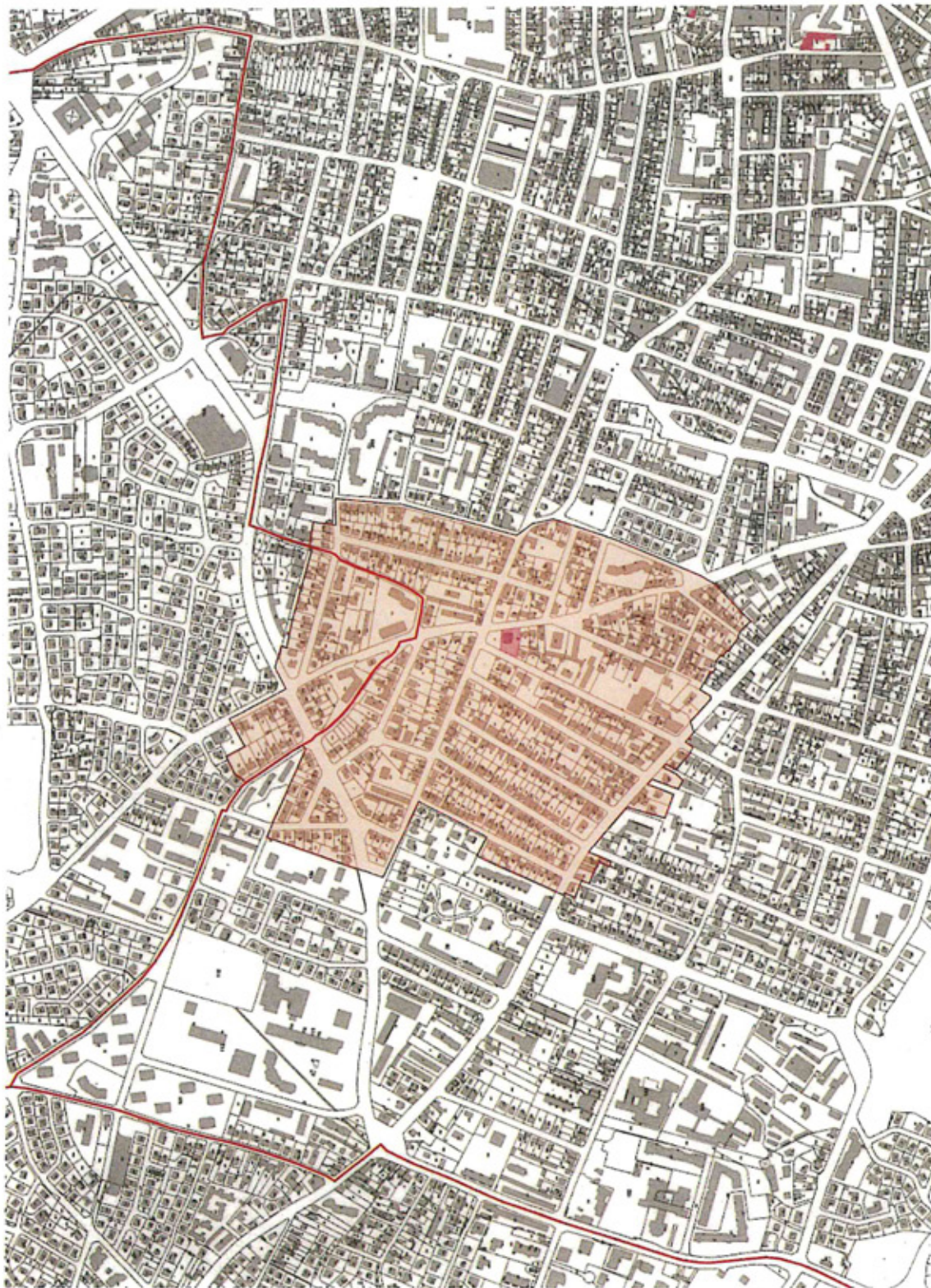
Article 6 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Bourgogne-Franche-Comté, la Directrice régionale des affaires culturelles, l'Architecte des Bâtiments de France, le président de Dijon Métropole et les Maires des communes de Dijon et de Fontaine-lès-Dijon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Madame la Ministre de la culture et à la Directrice départementale des territoires de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le **22 AVR. 2022**

Le Préfet de région



Fabien SUDRY



Proposition de périmètre délimité des abords de la maison Constantin à DIJON